

النداءات الموجهة للجيش والانتقال الديمقراطي

LES APPELS À L'ARMÉE ET LA TRANSITION DÉMOCRATIQUE

débat

socialgerie
mars 2015

à propos du texte d'analyse, en arabe et en français, signé par quatre personnalités universitaires Madjid BENCHIKH, Ahmed DAHMANI, Aïssa KADRI, Mouloud BOUMGHAR, et publié le 27 février 2015 dans El Watan sous le titre " LES APPELS À L'ARMÉE ET LA TRANSITION DÉMOCRATIQUE" et dans Al Khabar " النداءات الموجهة للجيش والانتقال الديمقراطي "

... On peut discuter dans le détail certaines approches et argumentaires des analyses présentées par les quatre personnalités universitaires. Mais les conclusions les plus importantes pour les mobilisations et les exigences présentes sont celles exprimées dans les derniers paragraphes. Elles vont au-devant des constats et enseignements de l'expérience qui émergent de plus en plus consciemment dans les milieux et les forces les plus attachées à la souveraineté nationale, aux libertés démocratiques, à la justice sociale, aux voies et méthodes pacifiques.

Ainsi lit-on :

« ... La tâche la plus difficile est d'abord de reconstruire le lien social et la confiance dans une société atomisée et préoccupée par un quotidien pesant. Cette évidence a déjà été rappelée. Mais la manière dont se déroule une partie du débat public mérite qu'elle le soit encore. Cette reconstruction s'accomplira par l'engagement dans toutes les luttes sociales et politiques et par le travail à leur convergence.

Et ce travail ne peut être mené qu'avec une action en profondeur des syndicats, des partis politiques, des associations et des groupements informels de différentes sortes dans les régions, dans les villes et dans les campagnes, dans les universités et les lieux de travail. C'est ainsi qu'émergeront les acteurs capables de concrétiser les projets porteurs des aspirations des Algériennes et des Algériens à la liberté et à la justice sociale.

Enfin, c'est le lieu de dire que la voie pacifique et le dialogue ne peuvent en aucune manière signifier un renoncement ou le non-recours aux meetings, aux manifestations publiques, dans la rue ou sur le lieu de travail, à la grève, aux pétitions ou au boycott, à la création d'associations de fait, en un mot à l'exercice des libertés publiques et individuelles pour mettre en échec les blocages d'une administration aux ordres. Il s'agit là, chacun le sait, des instruments par lesquels s'organise le travail sérieux vers une transition démocratique... »

Y a-t-il donc, en écho à ces justes constats, des signes prometteurs, politiques, sociaux et culturels d'une maturation souhaitable et propice à la construction de mobilisations et d'un rapport de forces en faveur d'une sortie du cercle vicieux antidémocratique où s'est enlisée l'Algérie après l'indépendance ?

On peut déduire des évolutions récentes, que ces signes existent même s'ils sont au stade d'une émergence encore fragile. Ils appellent à les amplifier et les consolider.

Pour Fayçal Sahbi par exemple, auteur dans Huff Maghreb Algeria (1er mars 2015) d'un article sur les problèmes linguistiques en Algérie, les récentes actions courageuses et convergentes des couches

النداءات الموجهة للجيش والانتقال الديمقراطي - LES APPELS À L'ARMÉE ET LA TRANSITION DÉMOCRATIQUE - débat
socialgerie - mars 2015 - <http://www.socialgerie.net/spip.php?article1532>

populaires et des cadres au nord comme au sud du pays (contre l'aventure du gaz de schiste et autres bradages et méfaits antidémocratiques), sont en profondeur le signe d'une évolution féconde. Au regard de ce processus, les polémiques symboliques habituelles, porteuses de diversion et de division entre arabophones et francophones n'ont au final pas grand intérêt, estime-t-il. Voulant dire par là que sur le terrain et dans leur vécu, même quand ils parlent des langues différentes, les acteurs courageux et conscients d'In Salah ou de la zone industrielle de Rouiba et d'ailleurs parlent un langage algérien commun, le langage de la contestation face à l'injustice, celui de la lutte pour la vérité.

Cette observation est une indication précieuse de plus pour répondre à la question : sur quoi faut-il le plus tabler pour les changements substantiels souhaités ?

La réponse est : non pas sur les seuls accords ou marchandages autour de tables de négociation entre partenaires nationaux. Mais fonder plutôt les espoirs fiables et durables sur les évolutions en profondeur de la société et leur influence la plus grande possible sur les acteurs du champ politique et des instances militaires et civiles. Les changements seront plus ou moins en ampleur et en qualité selon les capacités des bases populaires et militantes à influencer sur les facteurs et les enjeux socio-économiques et stratégiques (nationaux et internationaux).

La conjoncture nationale et internationale actuelle est critique. Elle est marquée particulièrement par un contexte géostratégique régional très dangereux, une baisse drastique des recettes en hydrocarbures sur fond de démantèlement grave du secteur productif, une fragilité politique inquiétante du front intérieur. Ces ingrédients conjugués ont déjà détruit ou gravement endommagé des Etats et des nations proches de nous géographiquement, culturellement et par la communauté d'intérêts.

Dans ces conditions, l'Algérie doit et peut sortir de l'engrenage maléfique qui a sapé le potentiel productif des secteurs aussi bien public que privé. Toutes les composantes algériennes aspirant légitimement à leur survie sont confrontées au défi d'œuvrer et converger à leur salut collectif, qui est aussi le salut de chacune d'elles en particulier.

Cette voie de la sauvegarde des acquis nationaux et étatiques est vitale, à la lumière des expériences et des épreuves subies depuis l'accession à l'indépendance. Elle implique que les acteurs nationaux, sociaux et culturels prennent suffisamment conscience ensemble des interactions objectives qui lient leurs destins au-delà de leurs intérêts légitimes particuliers et de la diversité de leurs sensibilités idéologiques.

L'institution militaire assumera mieux sa vocation et sa responsabilité de défense de l'intégrité et de la souveraineté nationale, si la société dans ses courants multiples parvient à se libérer suffisamment des contraintes qui ont piétiné ses droits et entravé sa cohésion et sa participation au développement national.

Quant à la société, ses potentialités démocratiques et son poids dans l'Etat et le fonctionnement des pouvoirs seront d'autant plus grands que l'institution militaire au service de la Patrie marquera mieux ses distances envers les courants néolibéraux (nationaux et internationaux) les plus actifs dans la prédation, la corruption et la désintégration nationale et sociale.

SH, 4 mars 2015

En plus du texte des quatre personnalités universitaires publié par les quotidiens El Khabar et El Watan, « Socialgerie » a estimé intéressant pour la réflexion et les débats, de reproduire quelques points de vue exprimés les sept années précédentes par Sadek Hadjerès dans plusieurs organes de la presse nationale à propos de la relation complexe établie depuis l'indépendance entre l'institution militaire, la société et le champ politique en matière d'exigences nationales et démocratiques.
